

*Article 29 du Règlement*

parler, le député de Brant (M. Blackburn), m'a dit: «Marcel, vous n'allez quand même pas participer à ce débat?» Eh bien, oui, je veux y participer brièvement. Beaucoup en seront surpris, mais je tiens à le faire pour les Canadiens qui nous regardent d'un bout à l'autre du pays. Il est minuit moins dix à Ottawa, mais seulement 20 h 50 à Vancouver.

Si je peux retenir votre attention, monsieur le Président, et celle de mon cher ami et collègue, le député d'Assiniboia (M. Gustafson), je vais tenter d'expliquer aux Canadiens ce qui se passe. Je vais de temps en temps m'exprimer en français pour m'adresser en particulier aux francophones, pour leur faire comprendre la crise que vivent actuellement certains Canadiens.

Je ne serai pas partisan parce que je ne connais pas suffisamment l'économie de l'Ouest. Mon collègue aura raison de me corriger si je présente des faits ou des chiffres erronés.

[Français]

Mais lorsque je remarque, monsieur le Président, que le prix du grain était et...

● (2350)

[Traduction]

Cela ne m'ennuie pas qu'un collègue me corrige quand je commets une erreur. Quand je me trompe, je le reconnais sur-le-champ. Ce que je veux dire va continuer d'avoir du bon sens. Mais si je commets une erreur, je demande à mes vis-à-vis, notamment au député de Brandon—Souris, à celui de Moose Jaw, à celui de Lambton—Middlesex, et tout particulièrement à mon distingué collègue le secrétaire parlementaire du premier ministre (M. Gustafson), un ami de longue date si je puis dire, de rectifier mes chiffres. Ce que je vois, c'est qu'il est vrai que...

[Français]

... en 1984 le prix du blé était de 170 \$ en plus ou moins, et qu'en 1985 il était à 160 \$ la tonne en plus ou moins, et qu'en 1986 il était à 130 \$ en plus ou moins, et en 1987 ce qui vient d'être annoncé à 110 \$ en plus ou moins, on n'a pas besoin d'être un expert pour réaliser et constater qu'il existe un problème majeur et qu'il y a des Canadiens, dans une partie de notre pays, qui doivent souffrir de cette tragédie soudaine qui leur est amenée par une guerre économique entre, nous le savons, les États-Unis et la Communauté Économique Européenne. Ce sont les Canadiens qui doivent actuellement en faire les frais.

Donc, je veux attirer l'attention des citoyens et des citoyennes du Québec de comprendre un peu l'envergure des difficultés auxquelles nos Canadiens de l'Ouest actuellement ont à faire face.

Je n'ai donc pas à m'excuser puisqu'il ne faut pas gratter longtemps chez les Québécois et les Québécoises—même s'il y en a plusieurs maintenant qui sont des «urbains»—il ne faut pas gratter longtemps dans notre passé pour découvrir chez nous des gens qui ont des racines profondes dans les communautés rurales.

[Traduction]

Je pourrais affirmer être Montréalais, ce qui serait exact. Cependant, mon grand-père, ainsi que tous mes oncles et cousins de Deux Montagnes sont agriculteurs. Comme je le disais, nous n'avons pas besoin de remonter bien des générations dans

la société québécoise pour trouver un très profond enracinement dans la vie rurale. Les Québécois devraient être parfaitement capables de comprendre l'énorme difficulté qu'éprouvent leurs compatriotes de l'ouest du Canada. J'imagine qu'elle cause bien du souci au gouvernement. Voilà pourquoi je tiens à ce que mes propos, si courts soient-ils, soient consignés au compte rendu.

Tandis que l'un de mes collègues parlait, j'ai pris des notes. J'exhorte vivement le gouvernement à s'engager à préserver l'exploitation agricole de type familial et le mode de vie rural au Canada.

La levée du moratoire sur le remboursement des prêts annoncée par le gouvernement et le fait qu'il commencera à saisir des milliers d'exploitations suscitent un grand désarroi. On ne saurait en douter. Il nous faut comprendre la notion de famille. Il nous faut comprendre ce que signifie pour quelqu'un le fait de se voir soudainement aux prises avec de graves difficultés en raison de forces extérieures. Je ne blâme pas nécessairement le gouvernement pour cela. Je crois que tous les Canadiens ont le devoir de suivre de près les événements.

En tant que Canadien, je ne m'excuse pas de prendre la parole maintenant. Comme je l'ai déclaré en français, je ne suis pas un expert des questions d'économie agricole de l'Ouest. Cependant, je tiens à donner la même version dans les deux langues. Il est trop facile de passer d'une langue à l'autre en ne disant pas exactement la même chose.

Les gens diront probablement que je remets ça avec ma canadianitude. Cependant, il me semble que c'est le prix qu'il faut payer lorsque l'on est canadien. Parfois, ce sont les provinces maritimes qui sont en difficulté. Lorsque cela se produit, les Canadiens de l'Ouest doivent faire preuve de générosité. Parfois, c'est le centre du pays qui est frappé. Il n'est pas bon pour le Canada d'entendre les gens de l'Ouest déclarer: «Laissez les s'arranger, dans l'Est». Lorsque c'est au tour de l'Ouest d'être atteint, il n'est pas bon d'entendre des Canadiens s'exclamer: «Je suis Québécois et un milliard de dollars l'an dernier, c'était déjà trop; un autre milliard cette année, c'est le comble». Une telle attitude limite ce que le Canada devrait représenter pour chacun de nous.

Nous sommes tous dans le même bateau, solidaires les uns des autres. C'est ce qui fait la force du Canada. C'est pourquoi nombre de mes collègues et moi-même avons déclaré au cours de ce fameux débat qui a eu lieu il y a quelques années au Québec lorsque certains Québécois voulaient un avenir différent, probablement se séparer du Canada en fondant leur propre pays, que l'avantage du Canada et de sa petite population de 25 millions d'habitants résidait dans le fait de pouvoir s'entraider. Nous devons comprendre que, lorsqu'une région du Canada connaît des temps difficiles nous devrions tous rechercher notre bien mutuel. Il est tard, je m'en rends compte, et lorsqu'on a arrive cette heure-là, je perds mon anglais, mais...

[Français]

... en français, je voudrais dire qu'il nous faut comprendre qu'il y a une tragédie immense actuellement dans l'Ouest canadien. Et je sais que les Québécois se posent souvent cette question. Je vois mon estimé collègue, le nouveau député, et il sait que souvent au Québec on a une tendance à dire: Ah le gouvernement fédéral s'occupe toujours des fermiers de l'Ouest, et ils sont toujours mal pris, puis il leur donne toujours